

« CEUX QUI RÉUSSISSENT ET CEUX QUI NE SONT RIEN »

Pas d'argent pour les fournitures ? Cherchez vous des sponsors ! L'Éducation nationale, elle, en a trouvé : Microsoft fournit les ordinateurs... à condition de récupérer les données de nos enfants, et de les habituer à bien consommer. Pas de place pour tout le monde à l'université ? On tire au sort ! Et pour les perdants, année blanche et jobs mal payés, c'est formateur. Pas assez d'enseignants pour tenir la promesse des CP à 12 ? Et là, on ne peut pas tirer au sort ? Tant pis alors, il suffira de surcharger un peu plus les autres classes...

C'est la rentrée dans la *start-up nation*. L'école, vous la prenez avec ou sans mercredi matin ? Et le collège, vous le voulez comment ? Un peu plus de maths, un peu plus de français ? Public ou privé ? Il paraît qu'on a le choix... Sauf quand il n'y a plus de place, qu'on n'a pas de quoi payer ou qu'on habite dans le mauvais quartier.

À l'école, c'est comme au travail : la *start-up nation*, c'est tous contre tous et chacun pour soi. Des établissements autonomes, pour apprendre la concurrence aux élèves dès le plus jeune âge. Des formations individualisées, ça rend plus difficiles les revendications communes. Un code du travail par entreprise, un baccalauréat (au contrôle continu) par établissement, ça limite les possibilités d'action collective.

À l'école, c'est comme dans les gares, il y a ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien. Autant faire le tri le plus tôt possible. Ça coûtera moins cher. Et puis ça évitera à ceux qui ne sont rien de se prendre pour quelque chose, d'avoir des idées, de les mettre en commun et puis tout d'un coup, de vouloir être tout.

Retrouvons-nous le 12 septembre dans la rue pour crier haut et fort que ni nous, ni nos enfants ne sommes « rien » ; que la réussite de tous est un choix politique, et qu'elle passe par une transformation de l'école ; que nous voulons maîtriser nos vies, notre travail, l'avenir de notre pays et du monde et que nous avons besoin pour cela d'une éducation de haut niveau pour tous, reconnue par des qualifications communes.

Et après le 12 septembre, continuons ensemble.

Marine Roussillon

12 septembre
Journée de mobilisation
contre la loi Travail

15, 16, 17 septembre
Fête de l'Humanité
Trois jours de concerts et de
débats, le plus grand rendez-
vous politique de la rentrée!
Achetez votre vignette auprès
des militants communistes :
25 euros les 3 jours.



R
E
N
D
E
Z
-
V
O
U
S

loterie libérale ou éducation nationale ?

Macron, son gouvernement et sa majorité sont les représentants d'une bourgeoisie néolibérale qui sait ce que lutte de classes, dominations économique et idéologique veulent dire. Leur prétendu pragmatisme, la bienveillance suintant le mépris de classe dont ils parent leurs discours, peinent à masquer la violence sociale de leur projet politique : servir les intérêts d'une classe et asseoir son pouvoir sur une société éclatée, composée d'individus précarisés mis en concurrence permanente.

rope 2020 » élaborée par l'UE et des politiques des précédents gouvernements, mise en place d'une école de l'employabilité et de l'adaptabilité d'individus soumis jusque dans leur subjectivité aux diktats de la « compétitivité économique ».

POUR QUI DOUTERAIT de la mission assignée à l'école...

Un extrait de la directive Europe 2020 de la Commission européenne :

Les États doivent s'attacher à [...] renforcer l'ouverture et la pertinence des systèmes éducatifs [...] en ciblant mieux les acquis éducatifs en fonction des besoins du marché du travail.

La concomitance du vote sur les ordonnances de la nouvelle loi travail et des premières mesures du ministère de l'Éducation nationale signe la cohérence de cette politique : domination renforcée du Capital financiarisé sur le Travail et, dans la droite ligne des recommandations de l'OCDE, de la stratégie « Eu-

Orientation, formation, qualification

Un constat : Blanquer renforce l'autonomie des établissements tout en proposant le contrôle continu au Bac comme solution aux insuffisances d'accueil dans l'enseignement supérieur, il renforce ainsi les inégalités sociales dans l'accès aux savoirs, aux diplômes et aux formations qualifiantes.

Des propositions :

- affirmer et garantir le caractère national des contenus d'enseignement et des diplômes ;
- développer les capacités d'accueil dans l'enseignement supérieur ;
- tous les diplômes nationaux doivent être reconnus par des conventions collectives renforcées et garantir un même salaire pour un même emploi.

Mixité sociale, mixité scolaire

1^{er} degré, Affelnet, APB... : la politique actuelle, en utilisant des critères et des outils de sectorisation et d'affectation qui font la part belle aux acteurs locaux et aux stratégies d'évitement, continue de renforcer les inégalités sociales et territoriales, entre élèves, entre établissements. Elle accentue ainsi le caractère ségrégatif des conditions de scolarisation.

La politique de mixité sociale à l'école doit être inscrite dans la loi, de manière contraignante.

L'État doit en être le garant, notamment en assurant une réelle égalité des contenus d'enseignement entre les établissements et en assurant la cohérence des sectorisations entre 1^{er} et 2^d degrés.

Les cartes scolaires doivent être élaborées démocratiquement et de manière contraignante, y compris pour le privé.

MIXITÉ que dit la recherche ?

« La reproduction de la ségrégation scolaire n'est pas un dysfonctionnement, mais bien le produit d'un projet politique visant à mettre à l'index toute velléité d'école unique, commune. La question de fond est donc : au-delà des réformes, avons-nous réellement rompu avec ce modèle de politique scolaire ? La réponse est non ».

Choukri Ben Ayed



loterie libérale ou éducation nationale ?

Temps scolaire

Depuis la réduction du temps scolaire hebdomadaire instaurée à l'école primaire en 2008, les politiques de « rythmes scolaires » vont à l'encontre des enjeux d'égalité dans l'appropriation des savoirs. Les bricolages successifs, et notamment le dernier en date proposé par Blanquer de laisser aux communes la « liberté » de revenir aux quatre jours, accentuent les inégalités sociales et territoriales.

Le temps scolaire (horaires quotidiens, semaine, année...) doit être élaboré dans un cadre national et tenir compte de l'augmentation des contenus d'enseignement.

La demi-journée d'école supprimée en 2008 doit être rétablie.

La question des difficultés d'apprentissages doit être traitée en priorité dans les classes, ce qui implique, entre autres, la poursuite et l'élargissement partout où il y en a besoin, du « plus de maîtres que de classes », dont Blanquer veut signer la fin avec les « CP à 12 ».

L'École, un service public

Les logiques managériales et marchandes envahissent l'école dans ses finalités et son fonctionnement : précarisation et paupérisation des enseignants, formation au rabais, surveillance, contrôles et évaluations omniprésents et le plus souvent inopérants *via* le numérique et ses critères binaires, partenariats public-privé... Ces logiques contribuent à la destruction du service public d'Éducation, seul garant, s'il est transformé, d'un égal accès aux savoirs.

Donner à l'École les moyens dont elle a besoin en portant le budget de l'EN À 7% du PIB.

Plan de dé-précarisation articulant formation professionnelle, intégration par liste d'aptitude, pré-recrutement et statut fonction publique pour tous les personnels.

La gratuité condition sine que non de l'égalité

À rebours des logiques inégalitaires de concurrence qui soumettent l'école et les familles à des intérêts financiers et marchands, il faut aller vers la gratuité complète de toutes les composantes (fournitures, manuels, transports, internat, inscriptions...) de l'éducation.

Revalorisation des bourses.

Création d'un fonds national pour la gratuité.

DES PROPOSITIONS EN DÉBAT pour une école de l'égalité

Retrouvez toutes les propositions du PCF dans notre brochure **L'École en commun** : <http://reseau-ecole.pcf.fr/96653>

Notre objectif : contribuer à la réflexion et à l'action de tous ceux, enseignants, parents, forces syndicales et associatives, chercheurs..., qui veulent construire une politique de progrès pour l'éducation.



L'urgence est bien de penser collectivement les enjeux sociaux, politiques et idéologiques de l'actuelle transformation du système éducatif, d'en comprendre les modalités, afin d'imposer une Éducation nationale renouvelée qui soit celle de l'égalité et de l'émancipation, alternative à un système qui s'apparente de plus en plus à une loterie libérale.



FÊTE DE L'HUMANITÉ l'éducation en débats

Le réseau école du PCF participera à de nombreux débats à la Fête de l'Humanité, les 15, 16 et 17 septembre. Nous comptons sur vous !

École et politique (s)

Débat de la revue *Carnets rouges*.

Samedi 16 septembre, 11h, stand des Yvelines.

Avec Paul Devin (syndicaliste FSU, inspecteur de l'Éducation nationale) ; Laurence De Cock (professeure d'Histoire-Géographie, docteure en sciences de l'éducation) ;

Marine Roussillon (membre de la direction du PCF en charge des questions d'éducation).

Éducation, code du travail, même combat !

Samedi, 16h, stand de la Seine-Maritime.

Avec des représentants de la CGT, de la FSU, du MJCF et du PCF.

Démasquer les « pseudos innovations » actuelles

Dimanche, 10h, stand du Loiret.

Avec Christine Passerieux, revue *Carnets rouges* ; Patrick Singery, réseau École PCF).

CARNETS ROUGES : abonnez-vous !

Depuis maintenant 3 ans, chercheurs, militants, professionnels, élus, d'horizons différents, contribuent à la revue *Carnets rouges*. En mettant en partage leurs analyses, leurs propositions, ils participent à faire vivre le débat nécessaire sur l'éducation, ses enjeux dans une perspective de transformation véritablement progressiste et démocratisante de l'école. *Carnets rouges*, au fil de ses numéros, s'empare des questions vives concernant l'éducation, s'affirme comme un outil pour dénoncer les effets du libéralisme, pour défendre le droit à l'éducation quand l'égalité de l'accès aux savoirs est de plus en plus menacée par la loi du marché.

Numéros parus en 2017 :

Quel service public pour l'éducation, n° 9, janvier 2017

École et politique(s), n° 10, mai 2017

Le prochain numéro paraîtra en octobre 2017.

Carnets rouges est disponible sur commande en version papier ou téléchargeable sur <http://reseau-ecole.pcf.fr>



ÉDUCATION NATIONALE OU RENTRÉE LIBÉRALE? le PCF en campagne !

Suivez-nous sur les réseaux sociaux et partagez vos témoignages sur la rentrée : @pcf.ecole @pcf_ecole

Retrouvez sur notre site nos modèles de tracts à diffuser dans les établissements ou sur les marchés. Tentez votre chance à la grande loterie éducative :

<http://gen2box.com/pcf/>

Pour organiser un débat, une action n'hésitez pas à nous contacter !